

M N D

Mouvement national démocratique

DECLARATION SUR LES EVENEMENTS DU 4 AU 5 JUILLET 1985

Dans la nuit du 4 au 5 juillet 1985, un coup d'Etat a été déjoué à Conakry. Profitant de l'absence momentanée du Colonel Lansana Conté, chef de l'Etat et Président du Comité militaire de redressement national (CMRN), le Colonel Diarra Traoré, membre du CMRN et ministre d'Etat à l'Education nationale, avec le soutien de quelques autres officiers du CMRN et du régime militaire en place, a formé un *Conseil suprême d'Etat*, et s'est emparé d'une partie de Radio-Guinée qu'il a utilisée pour diffuser sa proclamation.

Après de violents combats qui les ont opposés à l'ensemble des forces armées restées fidèles au CMRN et au Président Conté, les putschistes ont été défaits ; et alors que certains d'entre eux étaient tués au combat ou faits prisonniers, d'autres sont encore en fuite.

Des provocateurs et des éléments incontrôlés ont profité des troubles pour saccager les biens de quelques commerçants et autres citoyens malinkés qui n'avaient aucune responsabilité dans les événements.

Le Mouvement national démocratique (MND) déclare son soutien au Président Lansana Conté qu'il considère toujours comme une personnalité honnête, un patriote sincère, un homme de bonne volonté.

Le MND estime toutefois que, après quinze mois de régime du CMRN, la situation de la Guinée et de son peuple s'est profondément dégradée. Face à des motifs incontestables d'espoir, force est de reconnaître que la corruption s'est étendue aussi bien que le pillage, le gaspillage et le détournement des deniers publics. Les conditions de vie des travailleurs des villes et des paysans se sont aggravées, à cause de la hausse exagérée du coût de la vie, de la dépréciation monétaire, du délabrement excessif et durable du service public, des incertitudes des lendemains, de l'action conjuguée des pillards et trafiquants divers, des anciens et nouveaux riches qui étalent impunément leur fortune, et de tous les autres promoteurs et profiteurs du «libéralisme sauvage», sans parler des sombres perspectives qu'annonce la pression du Fonds monétaire international dont les fonctionnaires et dirigeants se succèdent à Conakry. Le régime militaire a traversé quelques incidents de parcours et connu de graves secousses comme l'affaire encore inexplicquée du Capitaine Mansaré, la libération sans jugement de certains serviteurs zélés, tortionnaires et profiteurs du régime du P«D»G, le scandale des mille logements et les récents incidents du concert du chanteur ivoirien Alpha Blondy.

Pêcheur en eau trouble et analphabète politique malgré ses prétentions, le Colonel Diarra Traoré entendait profiter de cette situation que tout le monde reconnaît comme tendue et explosive. Ancien membre du Comité central du P«D»G, ancien président des «Comités militaires» de répression créés par feu le dictateur Sékou Touré pour surveiller et museler l'armée

guinéenne, ancien gouverneur de région nommé par le P«D»G successivement en Guinée forestière et en Guinée maritime, ex-Premier ministre du premier gouvernement formé par le CMRN, le Colonel Diarra Traoré s'était rendu coupable de malversations et de nombreux manquements aux droits de l'homme. A juste titre, il était impopulaire aussi bien parmi ses pairs qu'au sein des larges couches de la population guinéenne.

Nous nous réjouissons sincèrement de l'échec de son putsch qui ne pouvait préfigurer, dans la situation actuelle de notre pays, qu'une sombre période d'affrontements sanglants et une vaine tentative de restauration de la dictature à laquelle il appartenait et dont il a la nostalgie.

Devant cette situation, le MND déclare son soutien au Président Lansana Conté pour redresser rapidement et énergiquement la barre afin qu'hier ne revienne jamais. C'est la seule voie capable de décourager définitivement les aventuriers du type du Colonel Diarra Traoré. Il rappelle que le redressement auquel aspire le peuple de Guinée est impossible sans l'instauration et le respect des libertés démocratiques dont la liberté de la presse ; l'épuration de l'appareil d'État de tous les tueurs, tortionnaires et autres agents notoires de la répression du peuple ; la révocation de tous les militaires et fonctionnaires coupables de corruption et de malversations ; et une saine gestion des entreprises publiques et de l'économie nationale.

Il appelle le Président Conté à tout mettre en œuvre pour éviter de se laisser déborder par ceux de ses partisans qui seraient tentés d'utiliser ces événements pour régler des comptes personnels contre des Malinkés en tant que tels et pour étouffer les droits de l'homme et les libertés publiques en cours d'instauration.

Il rappelle que la Guinée est la patrie commune de toutes les nationalités qui la composent et que les gouvernants se doivent impérativement de protéger la sécurité et les biens de tous ceux qui y vivent.

Il déclare que, parmi les officiers et soldats malinkés aujourd'hui arrêtés, il en est qui ne partagent en rien les idées du Colonel Diarra Traoré, n'ont aucune sympathie pour le personnage et ses actes dont ils se sont toujours et clairement démarqués et qui, jusqu'à preuve du contraire dûment établie par une enquête contradictoire et crédible, ne pouvaient certainement pas se laisser enrôler dans une aventure qu'il dirige et qui ressemble en tout point à une provocation grossière.

Le Mouvement national démocratique appelle le Président Conté à s'opposer énergiquement et sans équivoque à ceux qui, jouant de l'amalgame, tenteraient d'utiliser les événements actuels pour rejeter pêle-mêle, dans le camp des putschistes, tous les officiers, soldats et autres cadres et citoyens malinkés qui les gênaient dans leurs ambitions personnelles et intérêts inavouables.

Conakry, le 6 juillet 1985